



HAL
open science

Le Mexique à la croisée des deux Amériques

Laurent Faret

► **To cite this version:**

Laurent Faret. Le Mexique à la croisée des deux Amériques. Questions internationales, 2006, pp.90 - 96. hal-01695087

HAL Id: hal-01695087

<https://u-paris.hal.science/hal-01695087>

Submitted on 29 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Mexique à la croisée des deux Amériques

Laurent Faret

Laurent Faret est maître de conférences à l'université Denis Diderot (Paris VII) et membre du laboratoire Sociétés en développement dans l'espace et dans le temps (SEDET) (UMR 7135 CNRS/Paris VII).

Il est commun de dire que le Mexique est un pays d'interface entre Amérique du Nord et Amérique latine, lié tout autant à la première qu'à la seconde par la géographie et par l'histoire. Nord-américain par ses liens géographiques et économiques avec son puissant voisin, le Mexique est en même temps une entité majeure de l'aire latino-américaine, dont il partage la langue, une histoire et une culture préhispanique en de nombreux points comparables. Cette position de charnière entre nord et sud du continent constitue une réalité géographique et historique avec laquelle le pays doit composer au quotidien.

Au-delà de sa situation particulière à l'échelle continentale, le Mexique connaît une dualité dans sa société et sur son territoire. Depuis ce que l'on nomme aujourd'hui la Mexamerica¹ – la région nord du pays faisant symétrie au sud-ouest des États-Unis à forte composante hispanique – jusqu'à la Mésoamérique –l'Amérique « moyenne », berceau de la civilisation maya –, les rapports du pays avec son environnement régional sont historiquement très prégnants. On schématise assez bien la situation contemporaine lorsqu'on oppose un Mexique du Nord, plus industriel, plus urbain, mieux intégré au système économique régional à un Mexique du Sud, plus indien, plus rural, plus pauvre, présentant bon nombre des caractéristiques du sous-développement et s'apparentant de la sorte à ses voisins centre-américains. Entre les deux, la vaste région urbaine formée autour de Mexico et de ses villes satellites qui concentre à la fois une part importante de la population nationale, de l'appareil productif industriel et, surtout, du pouvoir politique et décisionnel.

Alors que le pays s'intègre de plus en plus dans une économie mondialisée, la question de son positionnement par rapport aux entités régionales apparaît aussi en arrière-fond de bon nombre des stratégies politiques et économiques mises en œuvre. La relation au puissant voisin du Nord, évidente, nécessaire, mais aussi encombrante et source de dépendance, doit-elle se faire au détriment des rapports avec l'Isthme centre-américain et avec le reste de l'Amérique latine ? Y a-t-il la place pour une voie mexicaine indépendante et ouverte sur différents horizons quand nombre des questions nationales sont très intimement liées, dans différents domaines, à l'évolution des rapports avec les États-Unis ?

¹ Le terme est de Joël Garreau, qui l'utilise d'abord à l'occasion d'un découpage régional des États-Unis pour qualifier la région du Sud-Ouest, fortement liée au Mexique. L'expression a connu un certain succès et a été largement reprise pour désigner à la fois un espace fonctionnel de forte intégration entre les deux pays et, dans une certaine mesure, un espace culturel binational de plus en plus autonome qui se développe de part et d'autre de la frontière.

Il n'est somme toute guère étonnant que la question du rapport au monde soit aujourd'hui complexe au Mexique. Deux éléments majeurs suffisent à le rappeler. Tout d'abord le Mexique est une société issue du métissage, dont les racines préhispaniques sont fortes même si souvent refoulées, et où les traces de la colonisation espagnole ou des interventions étrangères sont encore tenaces. Par ailleurs, sa position charnière entre les deux Amériques pousse à l'entretien d'un double rapport à l'environnement régional immédiat, de façon d'autant plus déterminante que les perspectives de ses voisins au nord et au sud ont évolué de façon souvent opposée durant plusieurs décennies. Aujourd'hui, on peut considérer qu'un indicateur pertinent est celui des flux qui relie le pays à son environnement proche. Ces flux sont des flux humains mais aussi matériels et immatériels, incluant des courants de biens et de capitaux tout comme des flux d'idées et de modèles, voire de manières de vivre. L'observation de l'immersion dans les logiques transnationales peut constituer une lecture instructive pour l'analyse des enjeux du Mexique des années 2000.

1. Les relations avec les États-Unis : intégration féconde ou soumission inavouée ?

La proximité des États-Unis et leur capacité d'influence dans la région ont fait du voisin du nord un interlocuteur habituel, sinon naturel. Même si la relation n'est pas toujours de bon voisinage, la rationalité économique et la prise en compte des intérêts communs priment très régulièrement sur les aspects politiques et sociaux. Dans les années 1990 et de façon plus nette encore dans les années 2000, l'ouverture du Mexique vers l'extérieur et son insertion dans le mouvement de mondialisation ont été marquées par le renforcement de cette relation jusqu'à un niveau jamais atteint auparavant. Dans différents domaines, les relations concernent de nombreuses couches sociales mexicaines, depuis les cercles politiques et économiques les plus haut placés (chef de l'État et cabinets ministériels inclus) jusqu'aux familles des communautés pauvres de l'Oaxaca ou du Michoacan, en passant par les classes moyennes urbaines employées dans l'industrie ou salariées des *maquiladoras*.

Les élites mexicaines sont pour une grande part rompues à la prééminence de cette relation avec le voisin du nord, de par leur formation, leurs liens familiaux, intellectuels ou d'affaires. Cette imbrication économique est toutefois vécue par la majorité des Mexicains comme une dépendance, dont on craint que la portée déborde le champ économique et témoigne de la faiblesse du Mexique à développer un modèle de société fondé sur ses propres caractéristiques culturelles et sur son histoire.

Ayant adhéré à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en 1986 – devenu l'Organisation mondiale du commerce en 1995 –, à l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) en 1994, partenaire privilégié du Canada et des États-Unis depuis la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)² en 1994, le Mexique multiplie les efforts pour afficher son appartenance au monde développé, même si nombre de ses indicateurs sociaux le relie encore fortement aux réalités des pays du Sud. De fait, le rapprochement actuel avec les États-Unis correspond à une phase que l'évolution des politiques économiques au Mexique laissait largement entrevoir depuis les années 1980, avec l'engagement dans la voie de l'ouverture économique et la mise en œuvre de mesures d'inspiration néolibérale. À partir de la présidence de Miguel de La Madrid (1982-1988), cette orientation constitue un revirement important pour un pays dont l'idéal révolutionnaire issu du début du XX^e siècle avait conduit pendant plus de quarante ans à l'application d'un modèle basé sur un nationalisme d'État et un protectionnisme exacerbé.

² Désigné par le sigle NAFTA (North American Free Trade Agreement) aux États-Unis, TLCAN (Tratado de libre comercio de América del Norte) au Mexique.

Si le Mexique s'est tourné vers le modèle nord-américain de façon aussi radicale, c'est moins par aspiration idéologique que par pragmatisme économique. Suite aux effets de la crise des années 1982-1989 – la « décennie perdue » au Mexique comme presque partout en Amérique latine –, le pays doit se plier aux recettes du FMI et des organisations internationales pour assainir son économie et négocier un allègement de sa dette extérieure. Dans ce contexte, le pays espère tirer de sa proximité avec les États-Unis un avantage comparatif de nature à lui permettre d'occuper une place enviable dans la recomposition du système économique mondial. Partenaire incontournable, les États-Unis constituent la destination première des exportations du Mexique qui s'efforce d'attirer, selon des modalités diverses, des flux de capitaux en provenance des États-Unis. Le mouvement de privatisation de nombreuses entreprises nationales a notamment permis à des sociétés nord-américaines de prendre des parts dans les entreprises mexicaines.

Mais c'est le modèle des *maquiladoras* qui exprime sans doute le mieux les logiques de pénétration des capitaux étrangers. Installées dans des zones franches, ces entreprises se sont spécialisées dans les activités à forte utilisation de main-d'œuvre, comme les activités de montage dans l'électronique et l'automobile ou l'assemblage dans l'industrie textile. Les capitaux et les matières premières viennent de l'étranger et les produits manufacturés par une main-d'œuvre bon marché et peu syndiquée y retournent. La région nord du pays a été la plus fortement concernée, notamment les villes frontalières de Ciudad Juarez, Tijuana et Mexicali, mais le modèle a gagné d'autres portions du territoire mexicain, par exemple au Yucatan et au Jalisco. En 2001, 1,3 million de travailleurs mexicains étaient employés dans ce type d'entreprises³.

Dernièrement, c'est sous la forme des investissements directs étrangers (IDE) que le Mexique s'est le plus ouvert à l'influence extérieure. En 2004, ces investissements représentaient près de 17 milliards de dollars, contre 6,1 milliards en moyenne annuelle sur la période 1990-1995 et 12,8 milliards sur la période 1995-2000⁴. Les effets de l'intégration économique et des garanties apportées par les accords commerciaux et douaniers de l'ALENA sont ici manifestes. Du coup, la dépendance à l'égard des États-Unis s'est trouvée renforcée. En termes de balance commerciale, 89 % des exportations mexicaines sont à destination des États-Unis et 63 % des importations du pays en proviennent (chiffres 2002).

Dix ans après l'entrée en vigueur de l'ALENA, le Mexique est donc incontestablement placé dans une logique de dépendance forte et durable avec l'économie américaine. À titre d'exemple, 4,2 millions de camions ont franchi la frontière dans le sens Mexique-États-Unis en 2004 contre 2,7 millions dix ans plus tôt. Le rapprochement est tel que le pays est placé dans une situation où les fluctuations conjoncturelles de l'économie américaine sont ressenties de façon directe et immédiate au Mexique, quand ce n'est pas de façon amplifiée par une structure économique moins diversifiée et de toute façon beaucoup moins performante. Dans certains secteurs, la marge d'autonomie apparaît très limitée. Si la hausse des prix du pétrole place aujourd'hui le Mexique dans une position plutôt favorable – bien que le pétrole brut ne représente que 10,2 % des exportations du pays en 2003, contre 33 % dix ans plus tôt –, la libre concurrence et l'ouverture des marchés entre les deux pays ont causé de graves dommages aux secteurs les moins compétitifs, notamment l'activité agricole familiale, et ont maintenu d'importantes parties des régions rurales du pays dans une situation de crise.

Le désengagement de l'État, poursuivi sur le même mode malgré l'alternance politique survenue en 2000, n'a pas permis de lutter efficacement contre ces transformations. Au regard des énormes besoins, les programmes de soutien aux secteurs économiques et aux catégories sociales les plus affectées par la nouvelle situation économique apparaissent largement insuffisants, et des pans entiers de la population

³ Source : Institut national de statistiques géographiques et informatiques (INEGI).

⁴ Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

doivent se tourner vers des solutions alternatives, du côté des activités informelles ou de l'émigration.

2. La question migratoire

La proximité des deux pays et le différentiel économique persistant qui les caractérisent sont à l'origine de l'un des plus importants flux migratoires au monde. Début 2000, plus de 8 millions d'immigrants mexicains ont été recensés aux États-Unis et on estime à 2,9 millions le nombre d'immigrants en situation irrégulière⁵. Concernant les flux annuels de migrants, le Colegio de la Frontera Norte estime que 315 000 nouveaux migrants s'installent chaque année aux États-Unis et que 610 000 personnes vont y travailler de façon temporaire. La relative facilité d'accès au marché du travail états-unien et l'inadéquation entre les opportunités d'emploi et la pression démographique au Mexique sont à l'origine d'une multitude de stratégies de déplacement de part et d'autre de la frontière.

L'interdépendance entre d'un côté les besoins dans les secteurs agricoles ou dans les services et de l'autre l'existence d'une main-d'œuvre mexicaine bon marché contribue à entretenir un système de mobilité particulièrement actif, qui s'affranchit dans les années 1980 des mesures réglementaires et se développe largement dans l'illégalité. Avec la crise des années 1990 et la montée d'un sentiment anti-immigrant aux États-Unis – dont témoigne bien la très controversée proposition 187, qui visait, en Californie, à restreindre l'accès des immigrants aux services de santé et d'éducation –, la question migratoire occupe de façon de plus en plus impérieuse la scène des relations binationales. Le renforcement des contrôles aux frontières dans les années 1990, avec la construction d'un double mur dans les régions de plus forte traversée, n'a pas pour effet de limiter de façon significative les flux. Devenu plus difficile, le passage illégal est plus dangereux pour les candidats à l'émigration confrontés de surcroît à l'émergence de réseaux organisés qui se spécialisent dans le trafic des individus, ne se limitant pas au seul franchissement de la frontière mais mettant en place des filières clandestines d'exploitation des travailleurs migrants.

Dans le même temps, des logiques d'établissement durable des migrants mexicains aux États-Unis se sont mises en place, surtout après la phase de régularisation des situations migratoires permise par la loi états-unienne de 1986. On assiste alors à l'émergence d'une vaste communauté mexicaine de l'étranger, bien reliée au Mexique par des liens familiaux, affectifs et économiques, et en même temps de plus en plus intégrée et capable de se faire entendre sur la scène politique locale et nationale. Avec la proximité géographique et l'intensité des liens transfrontaliers, la migration mexicaine donne lieu à la production de flux induits et à une forme d'intégration régionale aux modalités nouvelles. La mobilité des hommes entraîne des échanges de marchandises et de devises, des transferts d'images, de pratiques ou de modèles dans un sens comme dans l'autre. À long terme, le processus social de la migration instaure un champ de relations entre les lieux du déplacement, une forme originale de maillage de l'espace que le mouvement de plusieurs générations de migrants mexicains a peu à peu structuré.

Avec l'entrée en fonction en 2000 du nouveau président Vicente Fox, ex-gouverneur d'un État du centre-ouest du pays dans lequel la migration à l'étranger est une réalité majeure, une volonté politique ambitieuse émerge autour de la question migratoire. Celle-ci est perçue dans une perspective à long terme, devant faire l'objet d'une négociation bilatérale. Elle est placée dans les priorités de l'agenda politique national du nouveau gouvernement, pour lequel elle dépasse la question du respect des droits de l'homme ou des conditions de vie aux États-Unis. En faisant des Mexicains aux États-Unis des « héros » –

⁵ Source : US Census et INS (Immigration and Naturalization Service). Sur les questions migratoires entre les États-Unis et le Mexique, voir l'article d'Emmanuelle Le Texier, « Immigration et obsession sécuritaire aux États-Unis », *Questions internationales*, n° 5, janvier-février 2004.

après les avoir longtemps considérés comme des « traîtres », selon les expressions de Jorge Durand –, l'enjeu est avant tout celui de l'entretien et de la valorisation des transferts monétaires que les migrants adressent à leurs communautés d'origine. Si ce « contre-flux » est aussi ancien que la migration elle-même, son poids dans l'économie nationale a pris une ampleur jusque-là inconnue.

Entre 1995 et 2004, le volume des rapatriements de capitaux a quadruplé, passant de 3,7 à 16,7 milliards de dollars, selon les chiffres de la Banque de Mexico. Ces envois constituent aujourd'hui l'une des plus importantes sources d'entrée de devises du pays, dépassant les revenus du tourisme international et représentant près de 80 % des revenus du pétrole. Moins visibles que les investissements nord-américains que le Mexique cherche aujourd'hui à attirer, ces « migradollars » constituent une irrigation diffuse et continue de l'économie familiale et locale. Si l'on prend en compte le fait que cet argent arrive dans des régions où les nécessités sont fortes, l'enjeu est immense, à la fois en termes d'aide directe à la vie des familles mais aussi de possible levier du développement économique.

Le traitement politique de la question migratoire s'est trouvé largement affecté par les événements du 11 septembre 2001 et par la politique de sécurité nationale que les États-Unis ont mise en place. Non seulement l'accord migratoire alors en discussion a été immédiatement ajourné, mais le contrôle aux frontières a été rendu encore plus sévère, conduisant dans le courant de l'année 2002 à une quasi-paralysie de certains postes frontaliers.

Si les discussions ont repris depuis, la question migratoire reste très épineuse, notamment sur le devenir de la migration illégale qui ne semble pas proche d'être maîtrisée, avec ou sans accord bilatéral. Les attentes formulées autour de l'intégration économique et de son rôle sur la réduction du différentiel économique entre les deux pays n'ont de ce point de vue pas changé la donne. Il est significatif que le Congrès des États-Unis a récemment cherché à lier l'adoption d'un accord migratoire à l'ouverture du capital de Pemex, la compagnie nationale de pétrole, considérée au Mexique comme le dernier bastion de la puissance économique d'État.

3. Les rouages invisibles du narcotrafic

De par sa proximité avec le premier marché de consommation des drogues dans le monde, le territoire mexicain est l'une des plaques tournantes du trafic international. Le pays est à la fois producteur-exportateur d'opiacés, de cannabis et de métamphétamine, et il constitue un pôle important pour le transit de la cocaïne en provenance de Colombie et des autres pays andins. Dans ces conditions, les activités de passage clandestin de stupéfiants, de blanchiment d'argent et de contrôle par la violence des prérogatives acquises sont devenues des activités lucratives et fortement concurrencées, à l'origine d'opérations criminelles quasi quotidiennes. Le nombre d'assassinats, de séquestrations et de règlements de compte entre bandes rivales est en croissance permanente au Mexique, même si tous ces événements ne peuvent pas être liés avec certitude à la question du narcotrafic. Les réponses violentes ou spectaculaires de la part des autorités, dont la portée réelle n'est pas toujours avérée, ajoutent à cet état d'insécurité et de confusion.

De façon paradoxale, les acteurs les plus visibles de la scène du narcotrafic sont les barons des différents cartels qui se distribuent les activités de production, de trafic et de blanchiment. Ils sont à la tête d'organisations puissantes, capables de traiter d'égal à égal avec les pouvoirs publics locaux, voire avec les instances fédérales telles que la Procuraduría general de la República (PGR), en charge des opérations de lutte contre le narcotrafic. Bien souvent, comme l'ont montré les arrestations et les mises en examen de différents responsables politiques dans les années récentes, les frontières entre ces cartels et les acteurs politiques sont poreuses, et les actions contre le trafic s'en trouvent

passablement limitées. L'injection dans de multiples secteurs de l'économie mexicaine des narcodollars, bénéfiques des activités de trafic, constitue de fait un élément fort des vingt dernières années, alimentant la corruption et la violence politique.

La collaboration avec les États-Unis s'est peu à peu structurée au cours des dernières années. À l'instar de la politique menée en Colombie, Washington participe au renforcement de la lutte contre le trafic, notamment par le financement et la formation des forces militaires mexicaines affectées au démantèlement des organisations criminelles. Cette collaboration ne va pas sans poser des problèmes de souveraineté, et les conditions d'intervention de la Drug Enforcement Administration – l'agence américaine de lutte contre le trafic de drogues – sur le territoire mexicain font l'objet de polémiques. De la même manière, la procédure de « certification » qui permet aux États-Unis d'émettre de façon unilatérale un avis sur les efforts des gouvernements étrangers en matière de lutte antidrogue est sévèrement critiquée au Mexique. Dépendant de ce certificat de bonne conduite pour négocier des accords bilatéraux, le Mexique est placé dans une situation de dépendance là où certains considèrent qu'une action véritablement intégrée et efficace contre le trafic de drogue nécessite tout autant d'agir dans les pays de consommation.

4. La relation avec l'Amérique centrale : enjeux et obstacles de l'intégration centraméricaine

Les enjeux géopolitiques et économiques au Mexique sont donc largement liés au puissant voisin du nord. Pourtant, le pays se trouve aussi placé dans une relation directe avec l'Amérique centrale, et les pays de l'Isthme ont attendu beaucoup, à différentes périodes, de cette relation avec le « grand frère » mexicain. Dans un jeu d'emboîtement assez singulier, le Mexique apparaît souvent pour le Guatemala et les autres pays centraméricains comme l'équivalent de ce que sont les États-Unis pour les Mexicains : un pays plus riche, offrant plus d'emplois ou plus de terres, mais aussi garantissant une certaine sécurité au regard des violences des guerres civiles des années 1970 et 1980.

De fait, les réalités sociales du Mexique sont liées à celles des pays centraméricains. Un des effets du soulèvement zapatiste de 1994 – intervenant à la date même de l'entrée en vigueur du marché libre nord-américain – a d'ailleurs rappelé cette réalité. Les États du sud du Mexique font face aux mêmes problèmes de pauvreté et de marginalisation, souvent aussi de violence, de corruption et d'impunité des forces locales traditionnelles. Rappelons que le PIB dans les États du Chiapas, d'Oaxaca ou du Guerrero varie entre 3 000 et 4 000 dollars par habitant, soit des chiffres plus proches de ceux du Nicaragua ou du Salvador⁶ que des États du nord du pays, où la moyenne est proche de 10 000 dollars⁷.

Ici encore, le rapport à l'extérieur est marqué par des flux qui ont à l'échelle sous-régionale une importance grandissante. Dans la période récente, les flux humains furent d'abord significatifs durant les conflits armés au Salvador, au Nicaragua et au Guatemala, et le Mexique a accueilli environ 400 000 réfugiés, dont la plupart ne sont pas retournés dans leur pays d'origine. Dans le contexte de troubles politiques et de soulèvements armés, la région sud du Mexique a souvent été considérée comme une base d'appui ou de repli pour les mouvements de guérilla, la frontière étant encore aujourd'hui très poreuse. L'intensité des passages est forte, bien que nettement moins médiatisée qu'à la frontière nord, pour les migrants venant travailler de façon saisonnière au Mexique ou en transition vers les États-Unis. Les questions du contrôle de la zone et de la défense des droits individuels dans cette région mal intégrée se posent de façon pressante. Au cœur de la région maya, la frontière sud n'est pas aujourd'hui un facteur d'intégration politique, et elle a pour essentiel effet de

⁶ Où les PIB étaient respectivement de 2 366 et 5 260 dollars par habitant en 2001.

⁷ Source : INEGI.

diviser des populations indiennes, des modes de mise en valeur des ressources et des structures agraires que tout rapproche et que l'histoire a séparés de manière arbitraire.

Pour répondre au besoin pressant de développement de cette région, le gouvernement mexicain a lancé une négociation avec les pays centraméricains pour la mise en œuvre d'un programme intégré de développement⁸. Le Plan Puebla Panama (PPP) prévoit une coopération entre les sept pays centraméricains et les neuf États du Sud-Est mexicain – soit un ensemble comprenant plus de 60 millions d'habitants –, autour d'objectifs visant un développement « intégral et durable » de la région, selon les termes de l'accord signé en juin 2001. Concrètement, il s'agit de favoriser des initiatives dans les domaines aussi variés que la facilitation des échanges commerciaux, la promotion du tourisme, l'intégration des réseaux énergétiques et de communication ou la lutte contre les désastres naturels. Un « volet humain » basé sur la réduction de la pauvreté, le renforcement de la démocratie et la mise en valeur des cultures locales doit accompagner une stratégie qui repose essentiellement sur la perspective d'investissements privés. S'il s'agit d'un renouvellement important en termes d'attention portée à la Mésoamérique par le pouvoir de Mexico, les résultats sont encore faibles et beaucoup craignent que le PPP évolue avant tout comme un levier pour la mise en place d'une simple zone économique de libre-échange, à l'image de l'ALENA. Quoi qu'il en soit, le Plan reste l'une des priorités affichées de l'administration Fox qui a souligné que des projets à hauteur de 3,4 milliards de dollars ont été engagés dans la région entre 2001 et 2004⁹.

5. À la recherche d'une posture internationale autonome

Avec des problématiques finalement très différentes selon que le Mexique regarde au nord ou au sud, le pays doit faire face au début du XXI^e siècle à des enjeux cruciaux. En marge des négociations sur telle ou telle question d'actualité, le Mexique cherche à faire état en matière de politique internationale d'une indépendance vis-à-vis des États-Unis qui pourrait contrebalancer sa dépendance économique croissante. Le pays veut prendre une place plus importante sur la scène internationale, et son positionnement contre l'intervention américaine en Irak, ses critiques à l'encontre de l'embargo envers Cuba¹⁰ ou les récentes tentatives de rapprochement avec les pays européens et asiatiques viennent témoigner de cette orientation. La révocation fin 2003 de l'Ambassadeur mexicain auprès de l'ONU Adolfo Aguilar Zinser est symptomatique de l'état des rapports avec le voisin du nord dans le domaine des relations internationales. Sous la pression de Washington, le diplomate a été rappelé après avoir déclaré que les États-Unis ne considéraient pas le Mexique comme un associé à part entière mais comme son arrière-cour. Les efforts faits par le Mexique pour faire valoir sa position antinucléaire - en cherchant avec d'autres pays de taille moyenne à faire avancer les travaux sur le désarmement à l'échelle internationale - sont à voir également comme une expression du non-alignement sur la puissance américaine.

Sans atteindre le poids du Brésil, l'autre grande puissance émergente en Amérique latine, le Mexique se montre dynamique au sein du Groupe de Rio et vis-à-vis des instances internationales. En accueillant successivement la 5^e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Cancun en septembre 2003, le sommet des Amériques à Monterrey en janvier 2004 et le sommet Europe-Amérique latine à Guadalajara en mai 2004, le Mexique a cherché à témoigner de cette montée en puissance. Mais la société civile vient régulièrement rappeler à ses dirigeants que les priorités nationales sont celles de la lutte contre la pauvreté et la marginalité, de même que les efforts encore à accomplir pour le renforcement du jeu démocratique et la lutte contre la corruption.

⁸ Sous le nom de Mécanisme de dialogue et de concertation de Tuxtla.

⁹ Source : Presidencia de México. Sur la période 2001-2008, le Plan prévoit la mise en œuvre de 69 projets requérant un financement global de 7,3 milliards de dollars.

¹⁰ Même si, dans les années 2000, les relations traditionnellement bonnes avec Cuba se sont dégradées.

Incontestablement entré dans une phase de modernisation active, le Mexique reste aussi confronté à des problématiques qui sont en grande partie celles des pays en développement.

Pour en savoir plus

- Dossier Mexique, l'élan brisé, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 50, automne 2003
 - Martine Dauzier (dir.), *Le Mexique face aux États-Unis. Stratégies et changements dans le cadre de l'ALENA*, L'Harmattan, Paris, 2004
 - Alain Musset, *Géopolitique du Mexique*, Éditions Complexe, Paris, 1996
 - Isabelle Vagnoux, *Les États-Unis et le Mexique. Histoire d'une relation tumultueuse*, L'Harmattan, Paris, 2003
 - Laurent Faret, *Les territoires de la mobilité. Migrations et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*, CNRS Éditions, Paris, 2003
- FERNANDO Lozano Ascencio, FIDEL Olivera Lozano, « Impacto económico de las remesas en México : un balance necesario », séminaire international *Problemas y desafíos de la migración y el desarrollo en América*, Cuernavaca, 2005
- Alain Labrousse (dir.), *Dictionnaire géopolitique des drogues*, Éditions de Boeck, Bruxelles, 2003